

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.924

**L'armée israélienne continue de bombarder une zone densément peuplée**

## Escalade de la violence à Gaza



**75% des Palestiniens tués par les bombardements israéliens depuis une semaine sont des civils. Plus de 25% sont des enfants. Ce massacre n'est pas condamné par la "communauté internationale". (Photo Basel Yazouri)**

**Plus de 180 Palestiniens sont morts sous l'offensive aérienne d'Israël, au cours de ces sept derniers jours. Une situation record, comparé au bilan des pertes humaines de la dernière offensive de 2012, qui avait fait 177 morts. La situation devient incontrôlable, et la proposition de cessez-le-feu de l'Égypte ne devrait pas atténuer les tensions.**

Du côté du Hamas, la fin des hostilités sera établie lorsqu'un accord complet sera signé avec la partie israélienne sur le conflit dans sa globalité et non sur la fin des violences actuelles. Face à l'escalade, de nombreuses voix s'élèvent pour l'arrêt des attaques, dont la Ligue arabe qui exhorte la communauté internationale à protéger les Palestiniens, les principales victimes.

### Plus de 186 morts

Selon un dernier bilan des services de secours, daté du 14 juillet, les raids aériens israéliens dans la bande de Gaza ont fait 184 morts et plus de 1.300 bles-

sés en sept jours, ce qui dépasse celui enregistré lors de l'offensive de novembre 2012, qui avait causé la mort de 177 Palestiniens en une semaine.

Le Centre palestinien pour les droits de l'Homme (PCHR), basé à Gaza, a annoncé dimanche 13, que plus des trois-quarts des victimes étaient des civils. Parmi lesquelles une «forte proportion de mineurs», d'après l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Son commissaire général, Pierre Krahenbuhl, a expliqué à la presse que «toutes les indications montrent, et je trouve cela particulièrement dramatique, que les femmes et les enfants représentent un nombre assez considérable des victimes des frappes actuelles. Actuellement, plus d'un quart des morts sont des enfants».

Selon l'UNWRA, près de 17.000 personnes ont trouvé refuge dans les écoles gérées par l'organisation, qui peine à les accueillir. Pour la première fois, un jeune Palestinien de 20 ans a été tué par l'armée israélienne dans des heurts lundi au sud de Hébron, en Cisjordanie occupée. Mounir Ahmed Badarin a été atteint par des tirs lors d'affrontements à Al-Samoua et est décédé plus tard à l'hôpital. Au même moment, onze députés du Hamas Conseil législatif palestinien (CLP, le Parlement) ont été au même moment arrêtés, a indiqué le Club des prisonniers palestiniens à Ramallah.

### Un cessez-le-feu refusé

L'Égypte a proposé un cessez-le-feu au moment où s'ouvrait la réunion les ministres des Affaires étrangères de la

Ligue arabe, convoquée en urgence au Caire pour évoquer l'offensive israélienne. Une offensive qui a causé la mort de plus de 180 personnes en sept jours dans la bande de Gaza. Cette proposition prévoit un «arrêt total des hostilités aériennes, maritimes ou terrestres» et l'ouverture de négociations sur l'entrée des biens et des personnes dans l'enclave palestinienne sous blocus.

Après plusieurs heures, le Hamas refusé ce cessez-le-feu souhaitant un accord complet sur le conflit qui l'oppose à Israël. L'un des porte-paroles du Hamas, Fawzi Barhoum, a indiqué l'Agence France Presse à Gaza, qu'un «cessez-le-feu sans parvenir à un accord est exclu. En temps de guerre, on ne cesse pas le feu pour ensuite négocier». Plus tard, la branche armée du Hamas, les «Brigades Ezzedine al-Qassam», a aussi rejeté la proposition égyptienne, la qualifiant de «reddition». Ces dernières ont menacé

d'"intensifier» sa lutte contre Israël.

Le Hamas a rappelé ses exigences: l'arrêt des bombardements, la fin du blocus de Gaza en place depuis 2006, l'ouverture du poste-frontalier de Rafah avec l'Égypte et la libération des prisonniers arrêtés de nouveau après avoir été relâchés dans le cadre de l'accord d'échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011.

De son côté, le cabinet de sécurité israélien, présidé par le Premier ministre Benjamin Nétanyahou, a accepté mardi 15 juillet, la proposition de trêve pour Gaza, d'après le correspondant diplomatique du quotidien Haaretz, Baral Ravid.

Céline Tabou

## La Ligue arabe exhorte la communauté internationale

Le conflit israélo-palestinien s'étend. Selon l'armée israélienne, deux roquettes ont tirées depuis la Syrie et une depuis le Liban et sont tombées lundi 14 juillet en Israël, dont deux sur le Golan, région occupée par Israël, sans faire de victime. À l'extrême-sud d'Israël, trois roquettes lancées de Gaza se sont abattues mardi 15 juillet sur le port d'Eilat et aux alentours, près de la frontière avec l'Égypte et la Jordanie, tous jours selon l'armée israélienne. La Ligue arabe a appelé dans la nuit de lundi à mardi, Israéliens et Palestiniens à accepter la proposition égyptienne. Pour sa part, le président palestinien Mahmoud Abbas s'est également félicité de l'initiative égyptienne et a appelé les parties à respecter le cessez-le-feu. L'émissaire du Quartette pour le Moyen-Orient (4 états et d'or-

ganisations nationales et internationales, médiateurs dans le processus de paix israélo-palestinien), Tony Blair, a salué l'offre du Caire qui pourrait «arrêter la perte tragique de vie humaine, les roquettes sur Israël».

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a estimé que «trop de civils palestiniens» avaient été tués, redoutant qu'une éventuelle offensive terrestre ne vienne alourdir ce bilan. Pour l'heure, l'offensive israélienne est aérienne, mais les autorités ont plusieurs menacées de lancée une offensive terrestre qui viendrait aggraver le nombre de mort, côté Palestiniens, dont plus de 186 ont perdu la vie en sept jours.

De son côté, la Ligue arabe a exhorté la communauté internationale à agir par le biais de ses institutions légales et

humanitaires pour protéger le peuple palestinien, faisant écho à la demande dimanche 13 juillet du président Mahmoud Abbas de «placer officiellement l'Etat de Palestine sous le régime de protection internationale de l'ONU».

Le chef de l'institution panarabe, Nabil al-Arabi, a accusé Israël de perpétrer des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité à Gaza. Ajoutant qu'"Israël bénéficie d'une immunité politique, il commet des crimes sans en être tenu responsable».

Pour sa part, le ministre palestinien des Affaires étrangères Riad al-Malki a affirmé que «l'offensive aérienne sur Gaza n'était pas une guerre entre deux armées, ou contre le Hamas, mais une guerre contre le peuple palestinien tout entier et contre ses droits».

## Tuer plusieurs civils pour un militant du Hamas

Mi-juin, trois adolescents israéliens sont enlevés et tués en Cisjordanie, par des militants du Hamas, entraînant une vive émotion et conduisant à l'enlèvement d'un jeune Palestinien à Jérusalem-Est, assassiné par des extrémistes juifs israéliens. Face à cette situation, l'engrenage s'est mis en place, avec d'un côté, le Hamas qui reste sur ses positions et revendique entre autres, l'arrêt des bombardements, la fin du blocus de Gaza et la libération des prisonniers, et de l'autre, Benyamin Netanyahou, le Premier ministre israé-

lien, qui a assuré que «nous ferons payer un prix extrêmement lourd au Hamas».

Face à cette volonté d'abattre le Hamas, Israël élimine des familles entières pour tuer un membre du Hamas. Samedi 12 juillet, Taysir Al-Batsh, commandant de la police du Hamas, a été la cible de l'armée israélienne. Pour le tuer, des missiles de F16 ont pulvérisé la maison du clan Al-Batsh, faisant 18 morts, tous issus d'une même famille, et 50 blessés, d'après l'agence de presse, Reuters. Des bâtiments entiers sont détruits pour

tenter de supprimer des militants du Hamas, dernièrement un missile a détruit le mauvais bâtiment tuant plusieurs dizaines de personnes et non la personne ciblée par l'armée israélienne.

## Édito

# Les jeunes et la menace sur la filière canne : quels emplois demain ?

L'emploi faisait partie des thèmes abordés lors de l'intervention du chef de l'Etat pour le 14 juillet. Il a insisté sur l'action contre le chômage. François Hollande a rappelé que depuis 10 ans, le taux de chômage est de 10%. «Je ne peux pas l'admettre», a-t-il dit.

Ces 10% valent pour la France. Dans notre île, la situation est bien plus grave. Cela fait en effet plus de 30 ans que le taux de chômage avoisine les 30%. Aucun gouvernement n'a réussi jusqu'à présent à remettre en cause cette tendance. Une relative embellie avait eu lieu quand la Région avait réussi à engager de grands projets qui avaient pu relancer l'économie. Mais depuis 2010, tout a été arrêté. Aujourd'hui, le nombre de Réunionnais inscrit à Pôle Emploi dépasse 170.000, et rien n'est là pour rassurer.

En effet, près de 10.000 jeunes ont obtenu leur bac cette année, plus de 5.400 jeunes ont décroché un BEP ou un CAP, et 1.400 jeunes en situation d'échec à ces deux examens de l'enseignement professionnel sont dans l'expectative: auront-ils droit à une seconde chance ou seront-ils condamnés à sortir de l'école sans diplôme? Ce sont donc 15.000 jeunes qui vont rechercher un emploi, soit dès maintenant, ou d'ici quelques années. D'ici à la fin du mandat de François Hollande, la plupart feront partie de la population active. Seront-ils privés d'emploi?

C'est dans ce contexte qu'intervient l'annonce

de la fin du quota sucrier réunionnais. Le producteur de sucre est très clair. Lors d'une audition devant les députés de La Réunion le 6 mai dernier, il a bien dit que si l'industriel n'a pas la certitude de vendre son sucre, il n'achètera plus de cannes aux planteurs. Ce sera alors la fin de la filière, et la suppression de 30.000 emplois directs et indirects. C'est la plus grande crise sociale de l'histoire de La Réunion qui se profile.

Avec d'un côté l'augmentation continue du nombre de jeunes à la recherche d'un travail, et de l'autre la menace sur la filière canne, la pression est considérable. Sans rupture avec le modèle établi depuis plus de 60 ans, La Réunion s'enfoncera dans l'impasse.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)



Livraison de cannes à la sucrerie de Bois-Rouge. Malgré la concentration des usines et la modernisation, il faut deux fois plus de cannes que de betteraves pour obtenir une tonne de sucre.

## **Echéance 2017: audition du président du Syndicat du sucre de La Réunion à l'Assemblée nationale – 3 –**

# **Coût de fabrication du sucre de La Réunion : 240 euros par tonne de plus que le sucre de betterave**

**L**e 6 mai dernier devant les députés de la délégation des Outre-mer, Philippe Labro, le président du Syndicat du sucre de La Réunion a expliqué quel est le coût de production d'une tonne de sucre roux de La Réunion, y compris le raffinage en sucre blanc. Malgré toutes les subventions perçues par la filière, le coût de fabrication du sucre de La Réunion est 240 euros par tonne de plus de le sucre de betterave. D'où vient cette différence, et quels sont ses effets avec la fin du quota et du prix garanti en 2017? Voici le compte-rendu des explications données par le président du Syndicat du sucre de La Réunion aux députés, avec des intertitres de "Témoignages".

J'en reviens à la question des quotas, qui n'est que l'un des aspects de la politique globale ultralibérale de l'Europe. Dans le domaine du sucre blanc, la compétition repose sur le seul coût du produit. Sont éliminés les producteurs qui proposent les prix les plus élevés. C'était le cas, en 2005, pour les 45% des entreprises qui produisaient du sucre de betterave et qui ont fermé.

La périphérie de l'Europe a cessé, petit à petit, de produire du sucre et la production s'est concentrée au cœur de l'Europe dans les pays les plus performants: Allemagne, Autriche, Pays-Bas, France, Pologne.

### Perte des marchés de l'Allemagne et de la France

Quel impact aura pour nous la fin des quotas? Nous vendons nos sucres, y compris ceux qui doivent être raffinés, dans les différents pays d'Europe. Il est fort probable que nous perdrons les marchés de l'Allemagne et de la France, puisque les sucreries de betterave pourront produire sans limite. Il nous faudra, si nous parvenons à être compétitifs, réorienter nos exportations vers les pays du pourtour de l'Europe dans lesquels la consommation de sucre est plus importante que la production: sud de l'Italie, Espagne, Portugal, Roumanie, Bulgarie, Grèce. Mais les opérateurs d'Athènes s'intéresseront au prix du sucre de betterave d'Allemagne qui, arrivant par la route, sera moins cher que le sucre fabriqué en Guadeloupe ou à La Réunion, sucre qui sera acheminé par bateau et qui devra encore être raffiné. Et les opérateurs d'Italie et d'Espagne feront de même pour le sucre français.

Pour ce qui concerne les coûts, aujourd'hui, la production de sucre d'outre-mer subit, à la sortie d'usine, un surcoût de production, par rapport aux producteurs de sucre de betterave, de 385 euros par tonne de sucre brut, duquel il convient de déduire les aides mises en place par l'Union européenne et la France en 2005, aides qui s'élèvent à 250 euros par tonne, ce qui porte le handicap à 135 euros.

**Pour une tonne de sucre :  
5,6 tonnes de betterave mais  
9,1 tonnes de canne**

La plus grosse part du coût de revient d'un kilo de sucre est le coût de la

matière première, qu'il s'agisse de la canne ou de la betterave, auquel il faut ajouter le coût du transport. Or, compte tenu de la teneur des plantes en saccharose, il faut, pour faire une tonne de sucre, 5,6 tonnes de betterave mais 9,1 tonnes de canne.

En 2005, la France et l'Union européenne ont fait le constat suivant: l'effort de restructuration imposé aux sucreries de betterave ne peut être demandé à la filière «sucre» des départements d'outre-mer, dans la mesure où le secteur a déjà spontanément engagé ces réformes et concentré ses outils industriels. À La Réunion, il existait, à l'époque, 180 sucreries. Il n'en reste, aujourd'hui, que deux, situées aux deux extrémités de l'île, et les coûts de transport ne permettent pas d'amener les cannes d'un bassin à l'autre.

Contrairement à l'Europe, condamnée par le GATT à réduire sa production, les départements d'outre-mer ne produisaient pas les quotas attendus. Il leur a donc été demandé de produire plus. Les pouvoirs publics ont fini par comprendre que le système économique mis en place outre-mer, fondé sur des exploitations familiales, était créateur d'emplois et qu'il n'était pas concevable de demander aux planteurs de vendre la canne moins cher – et donc de réduire leurs revenus – comme ont pu le faire les betteraviers grâce à des aides européennes découpées. Aujourd'hui, pour produire une tonne de sucre, ceux-ci achètent 5,6 tonnes de betteraves à 26 euros alors que nous achetons 9,1 tonnes de canne à 42 euros, conformément à l'engagement que nous avons pris de maintenir le prix de la canne.

### Sucre roux, un marché de seulement 240.000 tonnes

Par ailleurs, une autre cause – et non des moindres – du différentiel en matière de coûts de production vient de l'importance des quantités de

sucre produites dans les sucreries européennes, d'autant que leurs investissements sont dimensionnés pour traiter 5 tonnes de betterave là où nous avons à traiter 9 tonnes de canne.

Il convient d'ajouter que le surcoût de 135 euros s'applique à du sucre blond qui doit être raffiné. Il faut pour cela le transporter en Europe – mais le coût du transport est correctement compensé par les aides communautaires et nationales – et le transformer. Le coût de la transformation peut être évalué à 65 euros par tonne.

Enfin, lorsque la suppression des quotas entrera en vigueur, nos collègues betteraviers feront exactement ce qu'ils ont fait en 2005, à savoir fermer des sucreries et augmenter l'amplitude de la campagne sucrière. En 2005, la campagne sucrière à La Réunion durait 120 jours, ce que nous considérons, à l'époque, comme un avantage, en comparaison de la campagne des betteraviers qui dure 90 jours. Aujourd'hui, la campagne sucrière moyenne en Europe dure 133 jours.

Les betteraviers seront ainsi en mesure d'augmenter leur production tout en abaissant leurs coûts de revient de près de 40 euros.

Au total, en ajoutant les 135 euros de surcoût, les 65 euros du raffinage et le gain de 40 euros, nous parvenons à un handicap de compétitivité, après déduction des aides, de 240 euros par tonne.

Cette difficulté ne pourra pas être surmontée. On me suggère souvent de produire plus de sucre, mais le marché européen correspond à 240.000 tonnes de sucre roux, dont 45% sont produits par les départements d'outre-mer. Notre principal concurrent est l'île Maurice et bientôt, sans doute, le Malawi et le Swaziland, qui ne pouvaient pas entrer sur le marché avant 2009, mais qui ont désormais la possibilité de le faire grâce aux accords PMA et ACP.

(à suivre)

**«Les betteraviers seront ainsi en mesure d'augmenter leur production tout en abaissant leurs coûts de revient de près de 40 euros.**

**Au total, en ajoutant les 135 euros de surcoût, les 65 euros du raffinage et le gain de 40 euros, nous parvenons à un handicap de compétitivité, après déduction des aides, de 240 euros par tonne.»**

## Un militant culturel unanimement salué

# Nombreux hommages à Sudel Fuma

Les hommages se succèdent pour saluer la mémoire de l'historien tragiquement disparu dimanche.

### Hommage à la mémoire de mon ami Sudel,

Par ta vie donnée à notre peuple, ta personnalité chaleureuse, tes engagements multiples et généreux, ta place dans notre histoire réunionnaise, tu étais notre fierté et tu as fait honneur à notre belle Ile.

Tu as été un phare lumineux pour notre jeunesse. Tu leur as montré le chemin et leur as donné espoir en une Réunion vibrante, fière de son identité et de sa créolité, et réconciliée avec ses origines plurielles.

Tu as été pour nous tous une éclatante étoile. Mais par cette noire nuit de juillet le destin t'a appelé sous d'autres cieux.

Nous sommes au Créateur et à Lui nous retournons. Qu'Il t'accueille dans Sa Miséricorde et Sa Lumière!

Ton sourire et ton étreinte fraternelle me manquent déjà! Adieu Sudel mon ami.

**Idriss Issop-Banian**

### Adyé Sudel

Immense émotion après le décès de l'historien Monsieur Sudel Fuma survenu tragiquement dans la nuit du samedi 12 juillet 2014. Le CRAN Réunion salue le chemin exemplaire d'un homme qui a consacré de nombreuses années à l'enseignement de l'histoire de la société humaine et contribué à inscrire l'esclavage et la colonisation dans la médiathèque de l'histoire des hommes. Une motivation très engagée pour Sudel Fuma d'associer La Réunion et ses éléments pédagogiques, intellectuels en tant que patrimoine de l'humanité, faire connaître l'île de La Réunion dans toute sa diversité sociétale.

L'infatigable historien Sudel Fuma, l'homme politique et le sportif engagé a accompagné de nombreux jeunes pour la lecture d'une société réunionnaise trop longtemps sous tutelle de la négation culturelle, d'une honte dissimulée de ses origines ancestrales. L'historien a contribué à la réhabilitation d'une pratique ancestrale qu'est le moring à La Réunion, la volonté de Sudel Fuma à faire sortir dans l'oubli une richesse afro-malgache force de résistance, de symbole de lutte. Sudel Fuma le bâtisseur de l'espoir, le défenseur de l'impartialité historique conjuguait rigueur et optimisme pour restituer aux enfants réunionnais déportés dans la Creuse la réalité d'une histoire individuelle et collectivement douloureuse pour La Réunion. L'endurance intellectuelle de Sudel Fuma a été une accompagnatrice assoiffée de justice et de réparation pour accomplir la route de l'esclavage, de l'engagement au nom de la réconciliation du peuple réunionnais avec ses racines.

Nous pouvons tous rendre un hommage populaire à Sudel Fuma, car ce Réunionnais a déterré les phrases cachées de notre histoire commune pour que chacun d'entre nous

puisse auditionner sa propre histoire et s'enrichir de la mémoire. Le responsable du CRAN Réunion conserve une grande satisfaction d'avoir contribué avec des acteurs associatifs, culturels et sous la direction de Sudel Fuma aux travaux du collectif «350ème anniversaire du peuplement de l'île de La Réunion». Monsieur Sudel Fuma «laisse» pour les générations futures, les universitaires et les acteurs culturels des ouvrages de référence qui expriment son attachement au respect et à l'enseignement de l'universalisme de caractère. Adyé Sudel, mersi pou nout zanfan.

**Erick Murin**  
Le responsable du CRAN

### Hommage à Sudel Fuma par Rasine Kaf

C'est un ami que nous pleurons ce soir, un camarade, un militant de l'histoire. Il avait la passion de l'histoire et savait la communiquer au plus grand nombre. Ses conférences toujours bien illustrées nous apportaient une connaissance immédiate de l'histoire.

Nous avons beaucoup appris de lui et nous partageons une grande complicité dans tous les combats que nous avons menés ensemble pour diffuser l'histoire et permettre à chacun de s'approprier les fondations de notre société. Sudel était quelqu'un qui avait toujours une idée nouvelle à partager et pour cette idée il était toujours prêt à réunir le plus grand nombre et à célébrer ensemble cette union autour de l'essentiel.

Il en était ainsi de la Commémoration de la Révolte des esclaves de Saint-Leu, de la nécessité fondamentale de faire connaître l'histoire des enfants de la Creuse et de rendre hommage à leur lutte. Il en était ainsi des stèles à la mémoire des esclaves et des engagés qu'il a fait ériger dans tous les pays d'origine des réunionnais : Madagascar, Mozambique, Inde, Chine à travers le programme de la route de l'esclave et de l'engagé, programme mis en œuvre par L'UNESCO dont il était l'illustre représentant à la Réunion.

C'est un grand homme que nous perdons, un homme de conviction et de projet, ancré dans l'histoire de son pays avec cette volonté de toujours la transmettre et la partager. Comment ne pas sentir le vide, la perte après cette disparition ? sur qui pourrions-nous encore compter pour interagir avec le public ? pour faire de l'histoire un droit, un passeport pour la connaissance de nous-même et la valorisation de notre identité.

Comment te dire adieu, nous avons encore tellement de choses à faire ensemble, toi l'historien des associations culturelles, si proches et toujours prêts à nous accompagner. Nous garderons ta fierté en mémoire et nous te rendons hommage. Tu seras toujours dans notre cœur et dans notre pensée. Nous présentons toutes nos condoléances à ta femme et à toute ta famille.

**Le bureau de RASINE KAF**

## Le PCR rend hommage à Sudel Fuma

La disparition brutale de Sudel Fuma a douloureusement surpris l'opinion. Le PCR en éprouve une grande tristesse. Sudel Fuma s'était engagé dans plusieurs domaines sportif, politique, culturel avec la même conviction et le même talent.

C'est en chercheur libre qu'il a livré ses travaux sur l'Histoire de La Réunion, apportant un enrichissement remarquable à l'histoire de notre pays et à l'identité de notre peuple.

Le PCR s'honore d'avoir pu participer à ses côtés à de nombreuses manifestations culturelles, historiques et politiques.

Sudel Fuma laissera une œuvre importante et restera un exemple pour les générations nouvelles qui veulent servir leur pays.

C'est un grand Réunionnais qui disparaît.

Le PCR présente à toute sa famille ses sincères condoléances.

Le Port, le 13 juillet 2014.

**Pour le PCR, Yvan Dejean**

## Message de Paul Vergès suite à la disparition de Sudel Fuma

C'est avec une profonde tristesse que j'apprends le drame qui s'est produit en mer et qui a fait 2 victimes.

J'adresse mes très sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches face à cette terrible épreuve.

Je voudrais plus particulièrement rendre hommage à Sudel Fuma. Personnalité attachante, grande figure du mouvement sportif, professeur à l'Université de La Réunion, Sudel Fuma était aussi un homme pleinement engagé dans la vie publique, guidé par les valeurs de progrès et de fraternité.

Acteur politique, il a été surtout un militant culturel, passionné par l'Histoire de son île. Consacrant ses recherches et ses travaux à l'esclavage, il a œuvré inlassablement pour faire connaître cette page essentielle de l'histoire de La Réunion à ses compatriotes.

Faisant preuve de pédagogie, il a apporté une contribution précieuse à la connaissance par le plus grand nombre d'épisodes de notre histoire souvent étouffés et il a ainsi aidé à la prise de conscience de l'identité réunionnaise.

Sa disparition est une grande perte pour La Réunion et elle affecte tous les Réunionnais.

Le 13 juillet 2014,

**Paul Vergès, sénateur de La Réunion**



Ce soir à 21H50, Réunion 1ère diffusera le documentaire-fiction "Elie ou les forges de la liberté" écrit par Sudel Fuma.

## Disparition de Sudel Fuma : une perte immense pour La Réunion

C'est avec une immense et profonde émotion que je viens d'apprendre le décès de Sudel Fuma, disparu dans des conditions tragiques cette nuit au Port.

Sudel Fuma avait été un athlète, digne représentant de La Réunion aux Jeux des Îles de l'océan Indien de 1979 et président de la Ligue Réunionnaise d'athlétisme.

Mais c'est surtout comme historien et universitaire que Sudel Fuma avait acquis ses lettres de noblesse. Il a consacré sa vie à des recherches sur notre histoire, notre identité et sur la période de l'esclavage à La Réunion. Il faisait aussi partie des principaux animateurs du collectif qui avait contribué à la célébration des révoltes des esclaves, montrant que ceux-ci avaient été aussi des combattants et des résistants.

Directeur de la Chaire Unesco pour l'océan Indien, il était à l'origine des portes placées aux différentes sources du peuplement de La Réunion. Il avait enfin beaucoup travaillé, notamment à mes côtés, pour que soit reconnu le drame des Enfants de la Creuse et c'est ensemble que nous avons inauguré la stèle en leur mémoire placée à l'aéroport Roland-Garros.

Nous partagions ensemble la certitude que nous formons une même communauté d'hommes et de destin avec l'ensemble des îles de l'océan Indien et que l'avenir de La Réunion doit s'appuyer à la fois sur son appartenance européenne et française mais aussi son identité indiaocéanique. Homme de conviction sans étiquette, ancien conseiller général, il siégeait dans l'opposition avec nous au conseil municipal. En tant que conseiller municipal, il militait pour la conservation du lieu de mémoire qu'est l'ancienne prison Juliette Dodu. Il était un « bon historien », tel que le décrit Fénélon : « d'aucun temps ni d'aucun pays. Quoiqu'il aime sa patrie, il ne la flatte jamais de rien. » C'est ainsi qu'il concevait son rôle dans la société, et il ne s'en est jamais dévié.

Sudel Fuma était plus qu'un collègue, il était un ami. C'est une grande perte pour Saint-Denis, mais au-delà pour toute La Réunion et tout l'océan Indien. Je présente toutes mes condoléances à sa famille, son épouse Mylène, et son fils Ryan ; ainsi qu'à la famille de l'autre pêcheur décédé. Je les assure de mon entier soutien.

**Nassimah Dindar, présidente du Conseil général**

## Hommage de la commune de Sainte-Suzanne

C'est avec une profonde tristesse que Maurice Gironcel et le Conseil Municipal de Sainte-Suzanne ont appris l'accident en mer et qui a fait 2 victimes.

Ils tiennent à présenter leurs condoléances aux familles des deux disparus.

Ils tiennent plus particulièrement à exprimer leur tristesse d'avoir perdu Sudel Fuma qui a toujours répondu présent aux multiples invitations de la Mairie. Il a ainsi animé maints débats lors des cérémonies du 20 Décembre au Centre Zélinor, et participé à la prise de conscience de l'identité réunionnaise par le plus grand nombre, notamment par ses ouvrages et ses contributions au magazine culturel Kalbanon.

Sainte-Suzanne perd un militant culturel, sportif, politique et passionné par l'Histoire de son île, un ami.

**Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne**

# Otè!

## **Kal lo malèr, kal la difikilté, pou sèy mète anou dann shomin galizé !**

*Somenn pasé, moin la lir in tèks, banna téi apèl ali konmsa, kontribisyon pou diskité lo vin zilyète, lo zour nou komité zénéral. Pou komansé tèks-la i fé in bilan dsi nout sityasion rényonèz é i pé dir ké lé shoz i marsh pa bien isi La Rényon. I fo dir pou d'vré sak la ékri tèks-la i mète vréman lo doi dsi sak i marsh pa pars nana in bonpé zafèr i pé pa dir lé shoz i avans pa. Inn-dé légzanp? Lo lédikasyon nasyonan! Zot i kalkil in pé konbien milyé d'jenn i sort gingn légzamin? La rout... i pé pa dir k'èl lé mové isi, i pé pa dir non pli èl la pa bien antrétèni. La santé? La pa sète in péi pov, sa lé sir. Tousa pou dir La Rényon nana son zoli koté par raport in bonpé péi. Donk, si in zour, i fé lo bilan la départmantalizacion, épi la rézyonalizacion, donk lo litégrasyon, lé bien blizé rogard bann bon koté an rouvran bien lo zyé, san obli lo mové koté.*

*Pars na dé shoz k'i marsh pa. Inn-dé légzanp? Shomaz, sa sé in n'afèr k'i an mank pa sa isi. L'inégalité? Sa osi i an mank pa: vin pour san dmoun pli ézé, i gingn plis sète foi plis lo vin pour san d'moun pli oki. Parey si i parl l'ilétrism, si i parl lo mank la kaz, si i parl ankor lékonomi. Lékonomi la prodikcion kisoï séktèr primèr, kisoï séktèr sogondèr, ni briy pa plis k'i an fo. Sak i apèl l'asistans i marsh plin po - mèm si in pé va di, sa sé in droi pou nou rényoné batizé fransé. Pli pir nana niyaz noir l'aprè ramasé pou kontray nout l'avnir. Niyaz dsi nout l'agrikiltir, niyaz dsi nout touris, niyaz dsi nout mèr avè lo kriz rokin. Si tèlman k'in pé i di La Rényon sé in départman k'i sort la norm-hors norm par l'fète! Pou ète or-norm, nou lé or-norm, pars lé pa bien posib mète anou dann in katégori bien défini konm dévlopé, ou bien sou-dévlopé, ou sinonsa émèrzan. Sa sé la vérité vré!*

*Donk si ni vé rogard nout réalité dann blann zyé, i fo ni tienbo kont sak i marsh bien, mé galman sak i marsh pa bien é ni louk bien par koté bann klignotan lé dann rouz, é ni tash moyin tanpir k'i pé, amenn ali dann vèr o firé a mézir. La késtyon: koman i fo fèr pou gingn fèr sa? Par l'fète sé sa nout problèm. Koman ni pé amenn nout péi dann son dévlopman global. Pa arienk sak i kol konm i fo koméla, mé galman sak i kol pa konm k'i fo. Donk sé la dsi k'i fo ni fé travay nout koko d'tète, é nout parti i ankouraj anou pou fèr sa. Mi pans li fé sa pliské lé zot, mèm si in pé i kalkil nou lé la arienk pou anons lo malèr..Lo malèr li ariv san domann anou l'otORIZATION é nout rol sé, konm di lo kont, pou kal lo malèr, pou kal la difikilté, mète anou dann nout shomin galizé.*

---

*Justin*